

maisons servaient de dépôt de contrebande, de banques de jeux illicites, d'asiles pour les criminels. Ils entretenaient à leur solde des assassins déguisés sous le nom et la livrée de laquais. Souvent ils couraient la nuit, à la tête de bandes armées, les rues de la capitale, enlevaient les femmes, assaillaient les passans; les fils du grand Albuquerque avaient placé leur gloire à sortir sanglans de ces ignobles combats.

Les excès qu'on était en droit de reprocher aux prêtres n'étaient pas de même nature. Dans aucun temps le clergé séculier n'a eu en Portugal une forte consistance politique. Les couvents n'y sont pas aussi nombreux qu'en Espagne. A Lisbonne, l'importance monacale était atténuée par la prédominance arrogante des nobles et par le mouvement mercantile. Bien que la fréquentation des Anglais apprît à faire quelque différence entre les hérétiques et les démons, il régnait parmi le peuple une ignorance et une superstition flétrissantes. Afin

de s'attacher la multitude, qui de sa nature tient beaucoup aux pratiques dont elle est occupée sans cesse, les moines avaient successivement chargé le culte extérieur de cérémonies, et jonché le pays de sanctuaires et de vierges miraculeuses. Le monopole de l'instruction publique leur était départi. Si l'Inquisition paraissait sommeiller, ce n'est pas que ses ministres fussent moins zélés que leurs prédécesseurs pour torturer et brûler ceux qui avaient le malheur de tomber entre leurs mains; mais les juifs et les hérésiarques du dix-huitième siècle n'avaient pas goût au martyre. Quand le saint-office les prenait sur le fait, ils aimaient mieux abjurer et faire pénitence, que d'obtenir, au prix de tourmens atroces endurés ici-bas, les félicités présumées d'une autre vie.

JOSEPH monta sur le trône le 31 juillet 1750. Moins médiocre que notre Louis XIII, le hasard lui donna un ministre aussi habile et

plus absolu encore, s'il se peut, que le cardinal de Richelieu. Si les malheurs ou les fautes de deux siècles eussent pu être réparés par la profondeur de politique d'un seul règne; et si le temps dans sa marche rapide ne modifiait pas irrévocablement la situation relative des états, Jose-Sebastião Carvalho, marquis de Pombal¹, eût rendu au Portugal les temps de Jean II et d'Emmanuel. Ses contemporains lui reprochaient un caractère violent et même cruel, et des coups d'état fréquemment répétés. Les hommes libéraux ne lui pardonnent pas d'avoir élevé, contre le pouvoir judiciaire et sur les débris des institutions municipales, l'arbitraire ministériel, et surtout cette police ombrageuse, plus redoutable pour la liberté individuelle, que ne sont funestes à la sûreté

¹ Pombal est un des chefs de cette école, qui dit : « Tout pour le peuple, rien par le peuple. » Ces tuteurs des nations sont intéressés à prolonger l'enfance de leurs pupilles.

publique les désordres qu'elle se charge de réprimer.

C'est le propre de certains remèdes de ne laisser apercevoir leur efficacité que long-temps après qu'ils ont été administrés. Les Portugais d'aujourd'hui disent toujours le *grand Pombal*. On ne fait pas un pas à travers le pays sans rencontrer dans l'organisation sociale, comme dans les objets matériels, quelques traces de son génie. Sous son ministère, le revenu de la monarchie a été augmenté sans fouler les peuples; l'agriculture a paru se ranimer, et les encouragemens du pouvoir ont fait éclore quelques manufactures. Les nobles ne voulaient pas se conduire comme des citoyens; on les a fait souvenir qu'ils étaient des sujets. Pombal a donné le signal de la guerre européenne contre les jésuites; il a défendu aux moines de recevoir des novices; l'Inquisition a été subordonnée à l'autorité civile. La censure des livres lui a été retirée; par suite on a vu jusque dans les bibliothèques des monas-

tères les OEuvres de Voltaire et de Montesquieu fraternellement rangées sur les mêmes tablettes à côté de la Somme de saint Thomas d'Aquin et des volumes poudreux du docteur Séraphique.

Pombal n'avait pas eu besoin de soldats pour accomplir ses projets, et par éducation il était étranger au métier des armes; mais il voulait que la puissance de son maître fût également respectée au dehors et au dedans. Les Anglais, devenus pour le Portugal des alliés presque nécessaires, entendirent un langage qui n'était plus celui du vasselage. Pour soutenir l'attitude qu'on voulait prendre, il était besoin d'un établissement militaire de terre et de mer. Cela fut évident pour tous, quand le pacte de famille conclu en 1761 entre la France et l'Espagne força la cour de Lisbonne à entrer dans la querelle qui depuis cinq ans mettait les armes à la main aux puissances de l'Europe.

Le Portugal n'avait plus d'armée. Après la

guerre de la succession, Jean V s'était servi de son infanterie pour extraire des carrières et traîner à bras les pierres destinées à la construction du palais-monastère de Mafra, qu'il élevait sur le modèle de l'Escorial. La moitié des soldats n'avaient ni fusils ni uniformes. Les Fidalgues tenaient, comme par droit héréditaire, les grades de généraux et colonels, sans daigner en exercer les fonctions, et ils vendaient ou faisaient occuper par leurs valets les emplois d'officiers. Les places démantelées par les Français et les Espagnols, ou ruinées par le temps, n'avaient pas été relevées. Les arsenaux étaient vides. Quarante-huit années de paix avaient effacé jusqu'aux traditions de guerre, et l'on savait à peine à quoi une armée peut servir.

LE GÉNÉRAL de Schaumbourg-Lippe ¹, comte

¹ Les Portugais appellent encore Lippe *o gran conde*, comme ils appellent Pombal *o gran marquez*.

immédiat de l'empire germanique, fut choisi pour restaurer le militaire portugais. Il venait de commander avec distinction, pendant les campagnes d'Hanovre, l'artillerie de l'armée du prince Ferdinand de Brunswick. A peine arrivé en Portugal, il dut courir à la défense des frontières menacées. Son armée se composait de neuf à dix mille Portugais qui, ne le connaissant pas, se défiaient de lui, et de cinq à six mille Anglais ou Irlandais, obéissant de mauvaise grâce. Il y avait en face quarante mille Espagnols commandés par le comte d'Aranda, dont les chefs avaient, pour la plupart, fait les campagnes d'Italie, et un corps auxiliaire de douze bataillons français aux ordres du prince de Beauvau.

Avec une telle disproportion de forces, on ne pouvait pas demander des batailles au comte de Lippe. Il fit une campagne de marches et de positions, et sut tirer parti du patriotisme des paysans, ainsi que des difficultés incroyables qu'offre sur tous les points le pays compris

entre le Duero et le Tage¹. Les manœuvres de la diplomatie vinrent au secours de son talent. Après quelques mois de campagne, l'armée alliée espagnole et française n'avait obtenu d'autre avantage que la possession d'Almeida.

La guerre de 1762 n'avait été qu'un éclair. On employa les premiers momens après la paix, à créer une véritable armée. Il y avait de l'étoffe pour les soldats; les Portugais sont sobres, disposés à la guerre, et ils détestent cordialement les Espagnols. D'ailleurs, la facilité de faire des levées à outrance dans la population, et de retenir les hommes tant qu'on le veut sous le drapeau, ne met à l'extension de l'établissement militaire d'autres

¹ Le comte de Lippe a laissé une relation écrite en français de sa campagne de 1762. Elle a été traduite en langue portugaise et imprimée en 1812, dans *l'Investigador*, journal mensuel qui paraît à Londres. C'est ce qui a été fait de meilleur sur la guerre en Portugal considérée dans ses rapports avec la topographie du pays.

bornes que la détresse des finances. Le comte de Lippe forma vingt-quatre régimens d'infanterie, non compris trois régimens étrangers qu'on n'a pas conservés long-temps, douze de cavalerie et quatre d'artillerie sur le pied des troupes prussiennes, réputées alors les meilleures de l'Europe. Deux colonels, Hollard et Valleré, l'un Suisse et l'autre Français, organisèrent sous sa direction un équipage d'artillerie de bataille, mobile et approprié à un pays de montagnes. Le comte de Lippe passa en Portugal les années 1762 et 1763, et y fit ensuite une apparition en 1767. Ce n'était pas assez pour mettre la dernière main à son ouvrage. Il a laissé un règlement de service, *Regulamento para o exercicio e disciplina dos regimentos de infanteria dos exercitos de sua magestade fidelissima*, qu'on a mis en pratique jusqu'à ces derniers temps. Son nom est resté à un fort élevé par ses soins, pour compléter la place d'Elvas.

Cependant l'armée nouvelle du Portugal

pouvait être comparée à une pyramide qui manquerait par le sommet et par la base. On n'avait pas jugé les nationaux assez habiles ou assez sûrs pour leur confier les destinées de la patrie, et, par un rapprochement bizarre, dans un service où les étrangers ne sont pas admis à l'honneur de porter le mousquet, les chefs et ceux sur lesquels roulaient les principaux détails d'exécution étaient des Allemands, des Suisses, des Français, des Anglais, que l'avarice, l'ambition ou l'esprit d'aventure avait attirés.

Le comte de Lippe, quoiqu'il fût homme d'intelligence et de tact, n'avait pas compris le Portugal; il avait échafaudé son système sans consulter les lois, les mœurs, les circonstances particulières de la nation pour laquelle il bâtissait. Les méthodes de l'école prussienne ne sont autre chose que des moyens plus ou moins efficaces pour mettre une armée en œuvre; mais le fonds à faire valoir, c'est l'amour de la patrie, ce sont

les vertus , ce sont même les préjugés populaires. Des procédés mécaniques, importés d'Allemagne , ne convenaient pas à un peuple chaleureux , mais inconstant. Le comte de Lippe faisait peu de cas des milices, qu'il appelait des corps amphibies ; à plus forte raison méprisait-il les paysans armés.

C'était néanmoins cette foule indocile des ordonnances, bien plus que les secrets de la stratégie qui avaient, en 1762, paralysé les Espagnols du comte d'Aranda, et les Français du prince de Beauvau. Le général le plus habile ne se maintiendra pas long-temps dans des montagnes, où l'inépuisable énergie de la population en armes s'interposera entre l'armée agissante et la base d'opérations. Le siècle où nous vivons, ce siècle de guerres universelles et de pouvoir centralisé, s'est ouvert sous des auspices funestes aux petits états. Nous ignorons combien de temps encore les Portugais formeront une nation ; toutefois, nous ne craignons pas de prédire que toute organisa-

tion militaire qui n'embrassera que l'armée régulière, ou qui la subordonnera à des officiers étrangers, pourra servir tel jour et dans telles circonstances données, mais ne tardera pas à s'écrouler d'elle-même. Malheur à ceux qui se confient à l'assistance du dehors ! Malheur à ceux qui prétendent défendre le territoire seulement avec le superflu de la population ! Pour les Portugais, appelés à combattre les Espagnols à un contre cinq, c'est une nécessité que d'être toujours prêts à mettre en action leur population tout entière. Il leur faut un système, où soient combinées, dans la juste appréciation de leur valeur respective, les troupes de ligne, les milices, les ordonnances, l'esprit public, les usages, la topographie, les places vieilles ou neuves. Le salut d'un peuple montagnard repose sur deux mots magiques : *patrie et liberté.*

L'établissement militaire, alternativement soigné ou négligé suivant les variations de la politique, s'est traîné jusqu'à l'époque dont

nous voulons écrire l'histoire sur les erremens tracés par le comte de Lippe. Il a subi, pendant la durée de la révolution Française, quelques modifications que nous dirons en leur place.

Le roi Joseph mourut en 1777. La loi salique n'a point passé les Pyrénées, et de tout temps dans les royaumes de la Péninsule, les femmes de la ligne directe ont hérité du trône au préjudice des mâles de la branche collatérale. Ainsi, il arriva que ce fut une femme qui succéda à Pombal. A l'instant une réaction éclata. Le vieux ministre fut persécuté. Les Fidalgues et les prêtres ressaisirent le pouvoir; les premiers reprirent leur train d'intrigues vénales et de patronage scandaleux. Ils se ruèrent sur le trésor public, tantôt sous le prétexte d'anciennes donations qu'un gouvernement fort avait reprises comme illégales, tantôt pour réclamer les arrérages des pensions qu'une liquidation sévère avait supprimés. Les autres rouvrirent les cloîtres, essayèrent de rallumer les bûchers de l'Inquisition, et firent restituer

à cet absurde tribunal la censure de la librairie. Mais il était trop tard. Une génération entière avait bu le poison de la philosophie. Au premier auto-da-fé qu'on célébra, bien qu'il n'y eût ni juifs ni hérétiques brûlés, les hommes éclairés témoignèrent un mécontentement, et le peuple une indifférence qui ôtèrent l'envie de recommencer.

LA reine Marie était une princesse vertueuse. La douceur de son caractère empêcha la réaction de devenir sanglante. On l'a beaucoup louée, pour avoir encouragé les sciences et les arts. Mais si elle continua quelques-uns des travaux utiles de son père, elle entreprit aussi de pieuses extravagances. Ce qui restait des épargnes de Pombal fut employé à bâtir des églises et des couvens dans Lisbonne, où il y avait déjà cent couvens et deux cents églises. Un seul de ces édifices, consacré au cœur de Jésus, *convento do Coração de Jesu* et destiné à loger des religieuses, a coûté neuf millions de

cruzades¹, près de vingt-trois millions de francs. Le confesseur de la reine, don Jose Maria de Mello, nommé depuis évêque des Algarves, et inquisiteur général, passait pour exercer sur l'esprit de sa pénitente l'empire que les femmes dévotes laissent prendre d'ordinaire, aux approches de la vieillesse, à ceux qui dirigent leur conscience. Une influence de cette nature ne devait pas être favorable à la liberté. Aussi, lorsqu'on voulut démolir l'œuvre de Pombal, ce ne furent pas ses dispositions illibérales et arbitraires, qui furent attaquées avec le plus de force. Les hommes du pouvoir restèrent avec leurs exorbitantes attributions. Le gouvernement du Portugal présenta l'assemblage monstrueux des suggestions du fanatisme faiblement repoussées, de l'oppression désordonnée d'une aristocratie qui n'est pas même constituée aristocratie politique, et de l'a-

¹ La cruzade est une monnaie d'argent de la valeur de deux francs cinquante centimes.

preté d'un despotisme légal plus intolérable mille fois dans un petit État que dans un grand.

TELLE était la situation du royaume lorsque la révolution de France commença l'ébranlement de l'Europe. Les gouvernans du Portugal n'avaient pas la vue assez perçante pour apercevoir dans le lointain des incursions de troupes étrangères. Leur attention fut attirée par le danger qui paraissait le plus pressant. La police et le clergé se coalisèrent contre les franc-maçons et les philosophes, considérés comme propagateurs de principes révolutionnaires. En Amérique, le commandant de la Guyane portugaise interrompit les relations de voisinage avec la Guyane française, afin que les nègres des deux colonies ne communiquassent point entre eux. La cour de Lisbonne rejeta des propositions de neutralité qui lui furent adressées par la Convention nationale. Elle eût pu difficilement s'abstenir de prendre part à une ligue

dans laquelle entraient l'Angleterre et l'Espagne.

Une escadre de neuf vaisseaux de ligne fut mise à la disposition du gouvernement britannique. Six régimens d'infanterie avec un train d'artillerie convenable allèrent par mer rejoindre l'armée espagnole des Pyrénées orientales. Les vaisseaux pourirent sans honneur dans les bassins de Portsmouth. Le corps auxiliaire parut avec distinction à côté de bataillons long-temps ennemis. Le lieutenant-général Joào Forbes Skallater, un des élèves de Lippe, le commandait. Il avait pour adjudant-général le comte d'Assumar, depuis marquis d'Alorne. Après la chute de Pombal, les grands avaient pris goût au service. Plusieurs Fidalgues suivirent l'expédition comme volontaires. Les Portugais arrivèrent en Roussillon à point nommé pour contribuer au gain de la bataille de Ceret, le 26 novembre 1793. Alors les Français étaient aux abois sur cette frontière. Peu de mois après, la République prit en

tous lieux une attitude triomphante. Les Espagnols furent mis en déroute et perdirent en Catalogne des places et du terrain. Le corps auxiliaire eut sa part de la détresse commune ; dans l'une et dans l'autre fortune , les Français le regardèrent comme l'élite de l'armée qu'ils avaient devant eux.

L'Espagne fit, en 1795, la paix avec la France, et offrit sa médiation en faveur du Portugal. Après le traité de Bâle, vint, à un an de distance, le traité d'alliance offensive et défensive conclu à Saint-Ildephonse. Bientôt la République française, jeune d'années et chargée de victoires, n'eut plus d'autre ennemi sur le continent que le petit royaume de Portugal.

La politique du cabinet de Lisbonne avait été jusqu'alors fondée sur des motifs plausibles. La maison de Bragance, branche cadette et bâtarde de la maison de France, ne devait pas s'empresser à reconnaître la première la nouvelle république ; elle avait dû se mettre à la queue de la ligue des rois. Dans les intérêts du

moment, en envoyant ses soldats combattre aux Pyrénées, elle n'avait fait que défendre ses frontières.

Maintenant, six années de guerre avaient créé d'autres rapports et devaient amener d'autres combinaisons. Il s'agissait de résoudre si le Portugal, avec sa faible armée et son mauvais gouvernement, s'exposerait aux efforts réunis de la France et de l'Espagne, ou renoncerait à son alliance avec l'Angleterre?

DEPUIS plusieurs années la reine était atteinte d'un dérangement mental qu'avaient éprouvé, à différens degrés, plusieurs de ses ancêtres. La maladie faisant des progrès continuels, il fut décidé en conseil d'état, dès le mois de juillet 1796, que la direction des affaires publiques serait remise à d'autres mains. Don Jean, le second fils de Marie, était devenu, par la mort de l'aîné, héritier présomptif de la couronne. Une éducation pitoyable avait rétréci l'esprit de ce prince. Dans le pays le

plus superstitieux de l'Europe, on parlait avec étonnement de sa passion pour les pratiques religieuses¹. Vétilleux et défiant, il n'avait ni assez de capacité pour se conduire par ses propres lumières, ni assez de résolution pour être mené par un autre ; car c'est déjà un indice de vigueur que de vouloir constamment ce que veut l'homme auquel on se confie. Personne n'a connu au prince du Brésil ni maîtresse ni favori, mais il changeait souvent de confesseur. De là une volonté capricieuse et flottant au gré des subalternes admis en assez grand nombre à sa familiarité. On lisait sur sa physionomie l'expression de la timidité. Son habitude de corps embarrassée et son élocution difficile inspirait plutôt une commisération bienveillante que le respect. Bon fils et bon père, tout lui manquait de ce qui fait un bon roi.

¹ Il chantait vêpres et matines, et faisait construire des orgues de la plus grande beauté dans le couvent de Mafra.

Ainsi les opinions personnelles du souverain ne dirigeaient pas les conseils. Le marquis de Ponte de Lima, vieillard probe et humain, mais faible et entiché de sa noblesse, était à la tête du cabinet. On lui avait confié les finances du royaume, quoique les tribunaux l'eussent jugé incapable de gérer les biens de sa maison. Marthino de Mello, homme bizarre et tranchant, avait le département de la marine et des colonies. Les affaires étrangères, la guerre étaient entre les mains de Luiz Pinto de Souza Continho, ancien ambassadeur à Londres. Ces trois ministres appartenaient à la haute aristocratie et professaient une aversion décidée contre la France révolutionnaire. Le secrétaire d'état de l'intérieur, José de Scabra da Silva, faisait parade de sentimens d'indépendance. Caustique dans le propos et dur dans l'action, Scabra n'était pas un ami de la liberté; mais le décousu, les petitesse et l'intrigue lui faisaient pitié, et, quoiqu'il eût été cruellement persécuté pendant quinze ans par

Pombal, il n'avait pas abjuré les doctrines de l'école à laquelle se rattachaient les premiers succès de sa carrière politique. En 1796, Don Rodrigo de Souza succéda à Marthino de Mello. L'influence du cabinet de Saint-James pesa chaque jour davantage sur le cabinet de Lisbonne. Elle ne fut pas ébranlée, lorsque le marquis de Ponte de Lima étant venu à mourir, la charge de premier ministre fut conférée au duc de Lafoës. Cependant ce seigneur, fils d'un bâtard légitimé du roi Don Pèdre II, avait manifesté de tout temps sa prédilection pour la France et les Français.

Derrière les secrétaires d'état marchait un homme qui, n'ayant pas entrée au cabinet, était cependant plus puissant que les ministres. Diego Ignacio de Pina Manique, intendant général de la police, travaillait directement avec le prince du Brésil, et se plaisait à l'effrayer de prétendues conspirations pour avoir ensuite le mérite de le rassurer. Il fatiguait de vexations les étrangers domiciliés à Lis-

bonne et les hommes auxquels on supposait des principes libéraux ; comme si aliéner du prince les cœurs de la classe instruite de la société, n'eût pas été un des plus sûrs moyens pour frayer à la terrible révolution de France le chemin du Portugal.

La nation souffrait ; son commerce éprouvait depuis le traité de Bâle des pertes continues de la part des corsaires français, qui, assurés d'un refuge dans les ports d'Espagne, couraient sus aux navires portugais jusqu'à l'embouchure du Tage. Les flottes anglaises n'étaient pas encore, à cette époque, prêtes toujours et sur toutes les mers, à protéger leurs alliés. Le renouvellement du pacte de famille renversait le boulevard derrière lequel le Portugal s'était cru à l'abri des entreprises directes de la puissance française.

CEPENDANT l'espoir de vivre en paix avec le continent n'était pas entièrement dissipé. Antonio de Araujo de Azevedo, ministre plénipo-

tentiaire en Hollande, se rendit à Paris avec la mission de sonder les dispositions du gouvernement français. Le moment était favorable. Le Directoire exécutif tenait à honneur de fermer le temple de Janus. Un traité fut signé le 10 août 1797 entre la république française et sa majesté très-fidèle. La France consentit à l'établissement de nouvelles limites dans les Guyanes. Loin de réclamer pour le produit de ses fabriques un débouché exclusif dans les états de sa majesté, elle y laissait prédominer le commerce anglais, attendu, (ce sont les termes du traité), que la consommation des vins de Portugal en France n'était pas assez considérable pour compenser l'introduction des draps français en Portugal. Une abnégation des intérêts nationaux de la part des républicains accoutumés à humilier les rois, fit croire que le directeur Barras, un des puissans de cette époque, avait été séduit par des argumens d'une espèce particulière. Quoi qu'il en soit, et tout avantageuses qu'étaient

les clauses obtenues, le prince du Brésil refusa de les ratifier sous le prétexte que Araujo n'était pas muni de pouvoirs suffisans pour traiter. Le Directoire, dans son juste mécontentement, envoya à la prison du Temple le diplomate portugais ¹.

L'éclat impolitique avec lequel fut désavouée la négociation, venait de l'influence des étrangers. Les ministres anglais avaient senti le besoin de retenir à tout prix le Portugal dans leur alliance. Le parlement vota en sa faveur un subside de deux cent mille livres sterling. Huit mille hommes de régimens émigrés français et suisses, à la solde britannique, s'embarquèrent sous les ordres du lieutenant-général sir Charles Stewart, et furent reçus dans Lisbonne et dans les forts du Tage. La prise de possession avait lieu au moment où

¹ M. d'Araujo fut enfermé au Temple vers le 1^{er} février 1798. Il sortit le 1^{er} avril. Sa mise en liberté fit croire à un rapprochement du Portugal avec la république.

les négociations du chevalier d'Araujo à Paris étaient entamées. Ce fut comme une invasion du royaume par l'Angleterre.

Nous ne pensons pas que le Portugal dût hésiter sur le choix de ses alliés. Il faut bien, en politique, subordonner les déterminations actuelles aux combinaisons déjà consommées. Une foule d'intérêts publics se liait à l'exécution du traité de Methuen. La Grande-Bretagne n'eût pas souffert qu'un vassal de cent ans secouât impunément le joug, et les moyens de punir les rebelles ne lui auraient pas manqué. Dépouillés du Brésil, et privés du commerce maritime, à quel degré d'amoindrissement ne seraient pas descendus Lisbonne et Porto? Mais ouvrir les forteresses aux troupes britanniques, c'était se précipiter à plaisir dans une guerre sans fin contre la puissance la plus formidable du continent.

PUISQUE le gouvernement portugais adoptait une politique si tranchante, la prudence lui

prescrivait de se tenir prêt à combattre. Sous la direction du secrétaire d'état Luiz Pinto, et particulièrement depuis 1797 jusqu'à 1801, le département de la guerre prit une activité dont il était déshabitué depuis la campagne de 1762. On fit ou renouvela plusieurs réglemens utiles pour le recrutement et l'organisation de l'armée, et l'on s'occupa de la compléter. La durée du service des soldats de toutes armes fut fixée à dix ans. Chaque année, le capitaine Mor, dans son arrondissement, faisait dresser, par les capitaines d'ordonnances, et au moyen de revues passées sur le terrain, la liste des hommes en état de porter les armes. Il rayait ensuite, de concert avec l'autorité civile, les privilégiés, les hommes mariés, les hommes parvenus à l'âge de trente-cinq ans, les fils aînés des veuves et les sujets particulièrement utiles à l'agriculture et aux arts. Sur la liste ainsi réduite, on tirait au sort le contingent demandé à la capitainerie Mor pour le service de l'armée de ligne. Assez souvent on retenait

en prison les hommes de recrue désignés par le sort, jusqu'à ce qu'ils fussent en nombre assez considérable pour former un détachement de marche et rejoindre le régiment. La milice se recrutait ensuite de la même manière, mais pour la vie. Elle atteignait les célibataires avant les hommes mariés, et elle n'épargnait même pas les soldats retirés du service, lorsqu'ils étaient encore valides. Le reste des inscrits sur les listes, après les levées pour la ligne et pour la milice, composait le corps des ordonnances.

On choisissait les officiers d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, deux tiers parmi les cadets, et un tiers parmi les sergens. Les cadets sont des jeunes gens qui suivent les régimens pour apprendre le service. Les nobles seuls pouvaient être cadets. Ceux de province, et surtout les plus pauvres, affluaient dans l'armée. Passé le grade de sous-lieutenant, *Alferes*, l'avancement n'était soumis à aucune règle. Le collège des nobles, un des établisse-

mens de Pombal, et les cours de l'académie royale de fortification instituée par la reine Marie, fournissaient à l'armée quelques sujets distingués ; il y avait aussi à la tête des régimens et des compagnies, surtout dans les troupes à cheval, des jeunes gens de haute naissance ; mais , en général , les officiers mal payés et peu considérés formaient une classe subalterne sous le point de vue de l'éducation et de la manière de vivre. De leur séjour perpétuel dans les mêmes garnisons résultaient une vie casanière, des habitudes ignobles et de fréquentes mésalliances, qui effaçaient les sentimens généreux propres à la profession des armes. Afin de ne pas laisser tout-à-fait revenir le temps où les officiers servaient à table chez les Fidalgues, on augmenta un peu leurs appointemens. Un Mont-de-Piété fut établi pour secourir, après leur mort, les veuves et les orphelins qui , auparavant , n'avaient d'autre ressource que la charité publique. L'ordre d'Avis, le second des trois ordres

de chevalerie du royaume, fut particulièrement affecté à la récompense des services militaires.

Les vingt - quatre régimens d'infanterie avaient été constitués en 1762 en un bataillon de dix compagnies. On dédoubla les bataillons, et ils n'eurent plus que cinq compagnies dont une de grenadiers dans le premier bataillon, et une de chasseurs dans le second. Le complet de la compagnie fut de cent cinquante hommes, ce qui porta le régiment à quinze cents et le total de l'infanterie à trente-six mille hommes. Cette troupe était peu exercée. L'ordonnance de manœuvres que lui avait donné le comte de Lippe renfermait à peine quelques notions élémentaires des écoles de peloton et de bataillon. On prit des détachemens d'hommes choisis de tous les corps. On les réunit près du village d'Azambuja dans un camp de modèle où ils devaient puiser une instruction agrandie et uniforme pour la reporter ensuite dans les régimens. Cet essai.

n'eut pas pour l'ensemble de l'armée le succès qu'on en attendait.

L'infanterie légère devait paraître une superfétation dans un pays où les paysans regardent comme une obligation sainte de s'éparpiller dans les rochers dès qu'ils entendent le coup de canon d'alarme, et de tuer à coup de fusils ou de piques l'étranger en armes qui viole le territoire. Cependant on créa un corps de troupes légères de huit compagnies d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, et une batterie servie par des canonniers à cheval. Il fut appelé légion d'Alorne, du nom d'Alorne qui le commandait.

Les colonies avaient leur état militaire distinct des troupes d'Europe. Un corps spécial, *brigada real da marinha*, formait la garnison des vaisseaux.

Nous avons parlé de la milice. Cette armée subsidiaire consistait en quarante-huit régimens d'un bataillon, connus sous le nom des districts dans lesquels ils étaient levés.